



# Conseil de sécurité

Cinquante et unième année

## 3617<sup>e</sup> séance

Lundi 8 janvier 1996, à 11 h 30

New York

*Provisoire*

<i>Président :</i>	Sir John Weston . . . . .	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
<i>Membres :</i>	Allemagne . . . . .	M. Henze
	Botswana . . . . .	M. Nkgowe
	Chili . . . . .	M. Maquieira
	Chine . . . . .	M. He Yafei
	Égypte . . . . .	M. Elaraby
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M. Gnehm
	Fédération de Russie . . . . .	M. Fedotov
	France . . . . .	M. Dejammet
	Guinée-Bissau . . . . .	M. Mano Queta
	Honduras . . . . .	M. Rendón Barnica
	Indonésie . . . . .	M. Wibisono
	Italie . . . . .	M. Ferrarin
	Pologne . . . . .	M. Wlosowicz
	République de Corée . . . . .	M. Park

## Ordre du jour

### La situation en Croatie

Rapport sur la situation des droits de l'homme en Croatie, établi conformément à la résolution 1019 (1995) du Conseil de sécurité (S/1995/1051)

*La séance est ouverte à 11 h 40.*

### **Hommage à la mémoire de S. E. M. François Mitterrand, ancien Président de la France**

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : C'est avec une grande tristesse que nous avons reçu ce matin la nouvelle du décès de l'ancien Président François Mitterrand.

Le Président Mitterrand a joué un rôle crucial dans l'histoire de son pays, et en fait dans l'histoire du monde. Sa vie politique a couvert cinq décennies, au cours desquelles il a joué un rôle actif et très influent en tant que Ministre, dirigeant politique et homme d'État. Ces dernières années, le Président Mitterrand a joué un rôle décisif dans le processus d'unification de l'Europe. Le Président Mitterrand était également connu pour sa détermination et son courage, dont il a fait montre jusqu'à ses derniers jours.

Le Président Mitterrand était un ami des Nations Unies et un ardent défenseur de ses principes et objectifs.

Aujourd'hui, le monde est en deuil à la suite du décès de ce grand homme. Au nom de tous les membres du Conseil, je voudrais demander au Représentant permanent de la France, S. E. l'Ambassadeur Alain Dejammet, de transmettre nos plus sincères condoléances à la famille du Président Mitterrand, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple français.

J'invite maintenant les membres du Conseil à se lever et à observer une minute de silence en hommage à la mémoire du Président Mitterrand.

*Les membres du Conseil observent une minute de silence.*

**M. Dejammet** (France) : À l'annonce de la mort de M. François Mitterrand, ancien Président de la République française, le Président de la République française, M. Jacques Chirac, a prononcé la déclaration suivante :

«Le Président François Mitterrand nous a quittés ce matin. Je viens à l'instant de le saluer une dernière fois. Je viens aussi d'exprimer à sa famille mes condoléances et celles de la nation.

Pendant 14 ans, M. Mitterrand a écrit une page importante de l'histoire de notre pays. Il a assuré le bon fonctionnement de nos institutions. Il a permis à l'alternance démocratique de s'exécuter dans la séré-

nité. Il a voulu renforcer les solidarités. Il a fait progresser la construction européenne avec détermination.

Face à la maladie, il a montré un courage tout à fait exceptionnel. C'est une grande figure qui nous quitte, et je le salue avec émotion et avec respect.»

Monsieur le Président, je vous remercie d'avoir associé le Conseil et tous ses membres à cet hommage.

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation en Croatie**

#### **Rapport sur la situation des droits de l'homme en Croatie, établi conformément à la résolution 1019 (1995) du Conseil de sécurité (S/1995/1051)**

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant de la Croatie une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Suivant la pratique habituelle, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer au débat, sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objections, il en est ainsi décidé.

*Sur l'invitation du Président, M. Nobile (Croatie) prend place à la table du Conseil.*

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations antérieures.

Les membres du Conseil sont saisis du rapport sur la situation des droits de l'homme en Croatie, établi conformément à la résolution 1019 (1995) du Conseil de sécurité, document S/1995/1051.

À l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, j'ai été autorisé à faire, au nom du Conseil, la déclaration suivante :

«Le Conseil de sécurité a examiné le rapport du Secrétaire général en date du 21 décembre 1995, établi conformément à sa résolution 1019 (1995) du 9 novembre 1995 concernant la Croatie, et pris connaissance, en particulier, de la situation humanitaire et des violations des droits de l'homme qui y sont décrites.

Le Conseil condamne vigoureusement les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme perpétrées dans les anciens secteurs Nord et Sud de la République de Croatie, comme le Secrétaire général l'indique dans son rapport, notamment le massacre de plusieurs centaines de civils, le pillage et les incendies systématiques et les autres formes de saccage. Il exprime sa profonde préoccupation devant la disproportion considérable existant entre le nombre des auteurs de tels actes traduits en justice à ce jour et celui des violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme signalées. Il engage instamment le Gouvernement de la République de Croatie à faire le maximum pour que tous les auteurs de tels actes soient arrêtés et rapidement traduits en justice.

Le Conseil est profondément préoccupé par la situation dans laquelle se trouve, sur le plan humanitaire et sur celui de la sécurité, la population serbe, en majeure partie âgée, qui est restée dans les anciens secteurs de la République de Croatie. Il a pris connaissance avec la plus vive inquiétude de l'information apportée dans le rapport au sujet de la poursuite systématique d'actes de harcèlement, d'intimidation et de pillage ainsi que d'autres formes d'abus. Il exige une fois encore que le Gouvernement de la République de Croatie prenne d'urgence les mesures voulues pour mettre immédiatement fin à ces actes, et l'engage à fournir à la population serbe les vivres, l'assistance médicale et les logements qui lui font cruellement défaut.

Le Conseil réaffirme que tous ceux qui commettent des violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme en portent individuellement la responsabilité. Il rappelle avec consternation que le Gouvernement de la République de Croatie n'a toujours pas mis à la disposition du Tribunal international créé en application de sa résolution 827 (1993) les personnes mises en accusation par le Tribunal, et se déclare préoccupé par la nomination récente de l'un des inculpés à un poste dans l'armée croate. Il réaffirme que tous les États doivent coopérer pleinement avec le Tribunal international et ses organes.

Le Conseil se déclare profondément préoccupé par la situation des réfugiés désireux de regagner la République de Croatie. Il estime, comme le Secrétaire général, que l'exercice du droit des membres de la population serbe qui ont pris la fuite au cours de l'opération militaire à rentrer chez eux dans la sécurité et la dignité est gravement restreint par l'absence de mesures constructives visant à faciliter leur retour. Il exige à nouveau que le Gouvernement de la République de Croatie respecte strictement les droits des membres de la population serbe locale, y compris leur droit de rester sur place, de partir ou de revenir en toute sécurité, et exige de même que le Gouvernement crée des conditions propices au retour des intéressés et établisse d'urgence les procédures voulues pour faciliter le suivi des demandes présentées par les candidats au retour. Il engage en outre instamment le Gouvernement de la République de Croatie à s'abstenir de toute mesure qui porterait atteinte à l'exercice du droit de retour.

Le Conseil demande à nouveau à la République de Croatie de rapporter toute disposition fixant un délai avant l'expiration duquel les réfugiés devraient rentrer en Croatie afin de récupérer leurs biens. Il prend note de la décision prise le 27 décembre 1995 par le Gouvernement de la République de Croatie de suspendre l'application de la disposition à tel effet figurant dans la loi croate pertinente, et y voit un pas dans la bonne direction. Le Conseil s'intéressera de près à l'abrogation, par la République de Croatie, de toute disposition instituant pareil délai.

Le Conseil prend note avec satisfaction de la décision que le Gouvernement de la République de Croatie a prise le 30 décembre 1995 de suspendre les poursuites pénales engagées à l'encontre de 455 membres de la population serbe locale détenus sous l'inculpation de rébellion armée et de libérer les intéressés. Il engage le Gouvernement de la République de Croatie à prendre les mesures voulues pour que les Serbes restés sur place qui ont été arrêtés et inculpés de crimes de guerre ou de rébellion armée voient respecter leur droit à un procès impartial.

Le Conseil affirme qu'il est nécessaire de veiller à ce que les droits des personnes appartenant à la minorité serbe soient dûment protégés dans le cadre des lois et de la Constitution de la République de Croatie. Il engage instamment le Gouvernement croate à rapporter sa décision, mentionnée dans le rapport du

Secrétaire général, de suspendre l'application de plusieurs articles de la "Loi constitutionnelle sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales et les droits des communautés nationales et ethniques en République de Croatie". Il souligne par ailleurs que le strict respect des droits des personnes appartenant à la minorité serbe importera beaucoup pour l'application de l'Accord fondamental du 12 novembre 1995 concernant la région de la Slavonie orientale, de la Baranja et du Srem occidental (S/1995/951, annexe).

Le Conseil prie le Secrétaire général de le tenir régulièrement informé des mesures que le Gouvernement de la République de Croatie pourra avoir prises en application de la résolution 1019 (1995) et comme suite aux demandes formulées dans la présente déclai-

ration, prie le Secrétaire général de lui présenter un rapport à ce sujet le 15 février 1996 au plus tard, et déclare son intention de prendre les dispositions qui s'imposeront.

Le Conseil demeurera saisi de la question.»

Cette déclaration sera publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/PRST/1996/2.

Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Le Conseil de sécurité reste saisi de la question.

*La séance est levée à 11 h 55.*